



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N° 465 -2013-DDPP
portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-8, L. 511-1, R. 512-39-1 et R. 512-69 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2005 modifié réglementant les activités de la S.A.S. BEL MAILLE, ZI de la Vilette, Rue Clément ADER sur la commune de RIORGES ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 29 septembre 2013, suite à l'inspection réalisée le 29 août 2013 sur le site de la S.A.S. BEL MAILLE, ZI de la Vilette, Rue Clément ADER sur la commune de RIORGES ;

CONSIDERANT que l'exploitant de la S.A.S. BEL MAILLE, implantée ZI de la Vilette, Rue Clément ADER sur la commune de RIORGES n'a pas déclaré la cessation d'une partie de ses activités conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2005 ;

CONSIDERANT que l'exploitant de la S.A.S. BEL MAILLE, implantée ZI de la Vilette, Rue Clément ADER sur la commune de RIORGES ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2005 pour les rejets d'eaux de process notamment en ce qui concerne le pH, la concentration en azote global, en DCO ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'exploitant de la S.A.S. BEL MAILLE, implantée ZI de la Vilette, Rue Clément ADER sur la commune de RIORGES est mis en demeure de suivre les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2005 :

- en transmettant sous six mois à l'inspection un dossier de cessation partielle d'activité notamment d'élimination des déchets, de diagnostic des sols et des eaux souterraines ainsi que tous éléments permettant de juger de la situation de ses installations (risques incendie, réseaux, bruit, exploitation ...) vis-à-vis de l'entrepôt de la nouvelle société de transports implanté sur le site ;
- en mettant en place sous trois mois un dispositif d'alarme permettant d'anticiper le remplacement des bouteilles CO₂ afin que les niveaux de pH dans les eaux résiduaires soient compatibles avec les niveaux réglementaires ;
- en respectant sous trois mois les niveaux de concentration en azote globale dans les eaux résiduaires.

ARTICLE 2 : En cas de non respect de l'article 1 du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des mesures prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal administratif de Lyon:

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de RIORGES pendant une durée minimale d'un mois.

Monsieur le maire de RIORGES fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la S.A.S. BEL MAILLE.

ARTICLE 5 : Exécution

Monsieur le Sous-Préfet de ROANNE, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de RIORGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à la mairie de RIORGES et à la S.A.S. BEL MAILLE.

Fait à Saint-Etienne, le 17 DEC. 2013

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

copie adressée à :

- S.A.S. BEL MAILLE
- ZI de la Villette
- rue Clément ADER
- 42153 RIORGES CEDEX
- Monsieur le Sous-Préfet de ROANNE
- Monsieur le maire de RIORGES
- DREAL Loire Inspection des installations classées
- Archives
- Chrono